

Recherches sociographiques



Jean-Marc FONTAN, Juan-Luis KLEIN et Diane-Gabrielle TREMBLAY, *Innovation socioterritoriale et reconversion économique : le cas de Montréal*, Paris, L'Harmattan, 2005, 169 p.

Richard Shearmur

Volume 47, Number 3, septembre–décembre 2006

Le développement territorial

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/014670ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/014670ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Shearmur, R. (2006). Review of [Jean-Marc FONTAN, Juan-Luis KLEIN et Diane-Gabrielle TREMBLAY, *Innovation socioterritoriale et reconversion économique : le cas de Montréal*, Paris, L'Harmattan, 2005, 169 p.] *Recherches sociographiques*, 47(3), 636–638. <https://doi.org/10.7202/014670ar>

préoccupations environnementales de peur de perdre le projet ? En se penchant sur les paysages, construits comme naturels, Fortin montre que les participants aux consultations tentent de ménager la chèvre et le chou. Si on veut du projet à cause des bénéfices économiques qu'il rapportera, on est aussi sensible à la préservation de la qualité de vie et de la valeur environnementale du milieu qu'on habite. Le texte de Fortin s'appuie sur des études de cas régionales, dont j'aurais souhaité en savoir plus, et prend fortement position pour une prise en compte plus grande des paysages dans l'évaluation environnementale. On sait que l'idée de paysage a évolué et que l'apparition de l'expression de paysage urbain est assez récente (texte de Frédéric Pousin). Le paysage est un tout très englobant qui peut être évalué objectivement et subjectivement. Certains préféreraient mettre, dans l'évaluation environnementale, le paysage de côté, car il est trop entaché de subjectivité. Or, comme pour les études de perception des risques, qui n'ont plus à faire leurs preuves, il existe des méthodes d'enquête qui peuvent cerner de manière plus quantitative les appréciations subjectives des paysages. Par des enquêtes statistiques, on peut appuyer de manière plus quantitative et représentative d'une population les témoignages sur les bienfaits et les raisons de protéger les paysages que Fortin a décelés dans les mémoires de consultation qu'elle a étudiés.

Ce livre contient plusieurs textes de qualité. Il lui manque cependant un fil conducteur. Le titre est en partie trompeur, puisque plusieurs textes, tout en traitant de l'environnement, de paysages et d'évaluation environnementale, ne portent pas ou très peu sur le milieu urbain. De plus, l'ouvrage ne présente pas de bonnes études de cas qui pourraient constituer une référence obligée sur le sujet. Il comprend de bonnes discussions théoriques et méthodologiques, des textes critiques, mais les applications des idées exposées et débattues à des cas précis sont rares ou partielles.

Louis GUAY

Département de sociologie,
Université Laval.

Jean-Marc FONTAN, Juan-Luis KLEIN et Diane-Gabrielle TREMBLAY, *Innovation socioterritoriale et reconversion économique : le cas de Montréal*, Paris, L'Harmattan, 2005, 169 p.

Ce livre peut être lu de deux façons différentes, et l'une (la plus évidente) cache un peu l'autre (la plus intéressante).

La première lecture est empirique : on y décrit certaines facettes de la reconversion industrielle de Montréal. De ce point de vue, le livre comprend un cadre théorique cohérent qui situe l'innovation et le rôle des acteurs locaux dans les champs plus vastes de la crise de la régulation et de la reconversion territoriale, décrit le cheminement économique de l'agglomération de Montréal, et retient trois

exemples concrets (Ville St-Laurent, La Cité du Multimédia et le technopôle Angus) pour illustrer l'articulation entre les concepts et le terrain.

La deuxième lecture est théorique : c'est un essai qui, par trois biais distincts – i) une discussion théorique du concept d'innovation en lien avec le territoire, ii) une analyse de l'évolution des grandes structures économiques de Montréal, et iii) trois études de cas – aboutit au concept de « capital socioterritorial ».

Ces deux lectures seront décrites séparément car, à mon avis, la première (théorique) est tout à fait passionnante tandis que la seconde (empirique) a certaines limites.

Sur le plan empirique le livre fonctionne bien. Un lecteur y trouvera un cadre d'analyse permettant de situer les trois études de cas, ainsi qu'une description suffisamment étayée des changements survenus à Montréal pour comprendre le contexte dans lequel se situent ces études. Cependant, l'ensemble des parties empiriques est succinct et donne l'impression d'un survol parfois un peu incomplet. Par exemple, lors de la discussion sur le rôle de l'État et sur les restructurations qui ont eu lieu durant les années 1970 et 1980, les auteurs ne mentionnent pas deux éléments importants. D'abord, il est difficile de comprendre l'évolution récente de Montréal (que ce soit sa stagnation relative durant les années 1970 et 1980, ou sa reprise relative durant la fin des années 1990) sans faire mention du contexte politique québécois. Les grands débats autour de l'indépendance – et l'avènement durant cette période d'une élite économique et sociale francophone – sont des éléments cruciaux qui permettent de mieux comprendre certaines orientations économiques et politiques. Ensuite, les fortes tensions qui existent entre la ville de Québec (capitale d'où émanent les politiques provinciales) et l'agglomération de Montréal (métropole économique cosmopolite) ne devraient pas être négligées. Ces tensions font en sorte qu'il n'y a pas toujours synergie entre les politiques locales et régionales promues par les Montréalais et celles imposées à Montréal par la province. Les conséquences, en termes de développement et de politiques, de ces deux éléments sont débattues et sont au cœur de controverses : mais ce sont des réalités contextuelles qui portent très directement sur la gouvernance locale de la métropole, et il est dommage qu'elles n'aient pas été abordées. De manière plus générale, le contenu empirique du livre semble plus illustratif qu'analytique : la restructuration de Montréal, ainsi que les trois cas présentés, sont décrits plutôt qu'analysés et, tout en étant intéressants, ils m'ont un peu laissé sur ma faim.

Pour cette raison, je retiens plutôt la deuxième lecture : celle de l'essai. Lu de cette manière, le livre revêt un caractère persuasif. Les trois premiers chapitres théoriques (qui constituent plus du tiers du livre et sans doute la moitié du texte) ne sont plus une introduction, mais bien une revue de la littérature sur la gouvernance, l'innovation et le territoire qui permet de bien comprendre où les visées sociales et les communautés locales se positionnent par rapport aux grandes tendances que sont la globalisation, la crise de la régulation et la restructuration économique. La description de l'évolution économique de Montréal n'est alors qu'une rapide esquisse de la situation permettant de mieux saisir le contexte dans lequel se déroulent les

trois études de cas, études qui ne sont, à leur tour, que des illustrations qui permettent d'ancrer la conclusion. L'essai culmine dans ses quelques pages de conclusion, où les auteurs mettent de l'avant leur concept de « capital socioterritorial ».

Ce capital « comprend à la fois un ensemble de ressources et une dynamique. Il désigne l'ensemble des ressources tangibles et intangibles qu'une collectivité peut mobiliser... [et] ... la mise en rapport des individus et des groupes par l'intermédiaire de mécanismes informels et formels d'interaction ». De manière tout à fait cruciale, les auteurs ont démontré au cours de leur essai (et ils le soulignent en conclusion) que ce capital socioterritorial n'est pas limité ou circonscrit par le territoire. Au contraire, il s'étend au-delà du territoire et comprend tous les réseaux et les ressources, où qu'ils soient, « qu'une collectivité peut mobiliser afin d'assurer le mieux-être de ses citoyens ».

Ce nouveau concept est important car il permet de dépasser une limite que l'on retrouve souvent dans les analyses reposant sur les idées de « milieu innovateur », « district industriel » ou « réseau local d'innovation ». En effet, de telles analyses font souvent appel exclusivement aux ressources et aux réseaux locaux pour concevoir et expliquer le développement. Or, de plus en plus de recherches empiriques démontrent que les réseaux, les ressources et les échanges de connaissances (et même de main-d'œuvre) dépassent largement le cadre local (quelle qu'en soit sa définition). La notion de « capital socioterritorial » permet de reconnaître à la fois la non-territorialité des réseaux et des ressources, mais aussi le fait que ceux-ci peuvent être mobilisés par les acteurs locaux au profit de leur territoire. Voilà ce qu'illustrent très bien, et de manières différentes, les trois études de cas présentées.

En somme, ce livre – sous des apparences d'étude empirique – recèle un essai très stimulant sur le développement local, l'innovation et la territorialité. Il introduit un concept nouveau, celui du « capital socioterritorial », qui me paraît très riche en possibilités et qui pourra guider des recherches futures sur la question du développement territorial et du rôle des acteurs et des institutions dans ce domaine.

Richard SHEARMUR

INRS-Urbanisation, culture et société.

Alain MÉDAM, *Montréal interdite*, deuxième édition revue, Montréal, Liber, 2004, 256 p.

La première édition de cet ouvrage avait eu un grand impact notamment en raison de l'analyse qui y était faite de la situation de Montréal alors que le Parti québécois avait entrepris de grandes réformes et qu'il préparait le référendum sur l'avenir politique du Québec de 1980. Publiée en 1978, elle avait le grand mérite de mettre en question la place de Montréal dans le territoire québécois, et ce, alors que les idées de territoire et de peuple québécois devenaient des références culturelles